

Volet B**Copie à publier aux annexes du Moniteur belge
après dépôt de l'acte au greffe**Réservé
au
Moniteur
belge***19303672***Déposé
21-01-2019

Greffe

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 23/01/2019 - Annexes du Moniteur belge

N° d'entreprise : 0718962911**Dénomination :** (en entier) : **SHAK & KAI**

(en abrégé) :

Forme juridique : Société privée à responsabilité limitée**Siège :** Avenue Minerve 41
(adresse complète) 1190 Forest**Objet(s) de l'acte :** CONSTITUTION (NOUVELLE PERSONNE MORALE, OUVERTURE
SUCCURSALE)

D'un acte reçu par Maître Jean Tytgat, notaire à la résidence de Jemeppe-sur-Sambre (Spy), le 21 janvier 2019, en cours d'Enregistrement au bureau de la sécurité juridique, il résulte que les consorts :

1. Monsieur **DAWANCE Morgann** Corantin, né à Ixelles, le 07 septembre 1995, célibataire, domicilié à 1150 Woluwé-Saint-Pierre, avenue de Tervueren, 332/010.
 2. Madame **COCLET Estelle** Marie Louise Pascale, née à Ixelles le premier septembre mil neuf cent soixante-sept, divorcée non remariée, domiciliée à 1190 Forest, avenue Minerve, 41.
- Ont constitué ensemble une société dont les statuts sont ci-après reproduits par extraits :

B. - STATUTS**Article 1- Forme**

Société Privée à Responsabilité Limitée.

Article 2 - DénominationLa dénomination de la société est «**SHAK & KAI**». Cette dénomination doit toujours être précédée ou suivie des mots écrits en toutes lettres "Société Privée à Responsabilité Limitée" ou du sigle " SPRL".**Article 3 - Siège social**

Le siège social est établi à 1190 FOREST (Bruxelles), avenue Minerve, 41, dans le ressort du Tribunal de l'Entreprise de Bruxelles.

Il peut être transféré en tout autre endroit de la région de langue française de Belgique ou de la région de Bruxelles-Capitale par simple décision de la gérance qui a tous pouvoirs pour faire constater authentiquement la modification des statuts qui en résulte.

La société peut établir, par simple décision de la gérance, des sièges administratifs, d'exploitation, agences et succursales en Belgique ou à l'étranger.

Article 4 - Objet

La société a pour objet, tant en Belgique qu'à l'étranger, pour compte propre ou pour le compte de tiers ou en participation avec ceux-ci, en qualité de consultant, d'agent, de représentant ou de commissionnaire :

- Le négoce sous toutes ses formes, la création, la conception, la réalisation, le design, en matière de vêtements, articles vestimentaires de sport, boxer-shorts ; combinaisons ; costumes de bains, coupe-vents ; gants, couvre-chefs ; pantalons et shorts de sport ; polos ; sous et survêtements ; t-shirts ; vestes de sport ; vêtements de sports et de surf ; équipements et matériels de sport (sans aucune limite) ; accessoires et matériel de décoration, maroquinerie;
- Le service de vente en gros ou au détail, l'import et l'export de tout matériel et articles de sport, vêtements de toute nature tels que mentionnés ci-avant, sans que la liste ci-avant soit exhaustive ou limitative;
- La participation à la gestion et l'organisation d'entreprises et de toutes sociétés, publiques ou privées.
- Le management, le coaching, le conseil en communication et en gestion, l'audit sous toutes ses

formes ;

- Prodiguier tous conseils en matière d'informatique et création internet, de technologies, d'information et de communications et télécommunications;
- Conception, réalisation, entretien, hébergement de sites web et toute activité liée au marketing digital et internet, la création audio-visuelle et le design au sens large;
- Prodiguier les conseils et l'assistance relatifs à la gestion et l'organisation commerciales, administrative, financière et humaine des entreprises, de l'industrie, du commerce et de tous organismes professionnels ;
- La recherche, la sélection et l'examen du personnel, l'étude et la mise en place de structures générales et des fonctions d'entreprises, l'étude et la réalisation de toutes actions et programmes de formation et d'enseignement ;
- L'organisation d'événements, de formations, de cours, de séminaires, de voyages et de voyages d'étude.
- L'organisation de tous événements liés à la vente temporaire, tels que pop-up stores ou shops, organisation de compétitions sportives, rassemblements et activités relatives à la conservation de la nature, de la faune et de la flore, et à la préservation de l'environnement.
- L'achat, la vente, la location, l'import et l'export de tous produits directement ou indirectement liés à l'informatique, à la communication, aux sports et aux articles de sport, aux textiles, aux vêtements et chaussures, aux accessoires et à la décoration, aux denrées alimentaires et aux boissons.
- Toutes opérations relatives à l'acquisition, la vente, l'installation la création, l'aménagement, la transformation, l'agencement, la location, la sous-location, la franchise, la gestion, la gérance et à l'exploitation de magasins de gros ou de détail.
- L'organisation de banquets et de réceptions diverses, l'organisation d'événements et incentive ;
- La promotion, l'étude, le développement de tous procédés techniques produits et matières liées aux sports, aux textiles et au commerce de vêtements, à l'acquisition, la vente, la distribution de brevets et ou licences liés à ces activités.

Toutes opérations au sens large concernant les relations publiques et la communication, la location d'espaces publicitaires, le marketing, la publicité, l'organisation de foires et salons et la participation à ceux-ci ;

L'exercice de mandat de gérant, d'administrateur ou liquidateur de société.

La société a également pour objet l'achat et la vente de toutes valeurs mobilières et plus principalement d'actions, obligations ou titres généralement quelconques, cotés ou non en bourse, la prise de participation, directe ou indirecte, financière dans des sociétés de droit belge ou étranger. La société peut s'intéresser par toutes voies dans toutes affaires, entreprises ou sociétés, ayant un objet identique, analogue ou connexe et qui soit de nature à favoriser le développement de son entreprise, à lui procurer des matières premières, à faciliter l'écoulement de ses produits ou à élargir sa clientèle.

La société pourra faire toutes opérations industrielles, commerciales, financières ou civiles, ayant un rapport direct ou indirect avec son objet.

Elle peut notamment, sans que cette énumération soit limitative, acheter, vendre, échanger, prendre ou donner en location, tous biens meubles et immeubles; prendre, obtenir, concéder, acheter ou vendre tous brevets, marques de fabriques ou licences.

Le gérant a compétence pour interpréter l'objet social.

Au cas où la prestation de certains actes serait soumise à des conditions préalables d'accès à la profession, la société subordonnera son action, en ce qui concerne la prestation de ces actes, à la réalisation de ces conditions.

Article 5 - Durée

La société est constituée pour une durée illimitée.

Elle peut être dissoute par décision de l'assemblée générale délibérant comme en matière de modification des statuts.

Article 6 - Capital

Le capital social est fixé à dix-huit mille cinq cent cinquante euros (18.550,00 €). Il est divisé en mille huit cent cinquante-cinq (1.855) parts sociales sans désignation de valeur nominale, représentant chacune un / mille huit cent cinquante-cinquième de l'avoir social, souscrites en espèces et libérées à concurrence de sept mille cinq cents euros.

Article 7 - Vote par l'usufruitier éventuel

Chaque part sociale donne droit à une voix.

En cas de démembrement du droit de propriété de parts sociales, les droits y afférents sont exercés par l'usufruitier.

Article 8 - Cession et transmission de parts

A/ Cessions libres

Les parts peuvent être transmises pour cause de mort, sans agrément, à un associé, au conjoint du

cédant ou du testateur, aux ascendants ou descendants en ligne directe des associés.

B/ Cessions soumises à agrément

Tout associé qui voudra céder ses parts entre vifs à une personne autre que celles visées à l'alinéa précédent devra, à peine de nullité, obtenir l'agrément de la moitié au moins des associés, possédant les trois/quarts au moins des parts sociales, déduction faite des parts dont la cession est proposée.

A cette fin, il devra adresser à la gérance, sous pli recommandé, une demande indiquant les noms, prénoms, professions, domiciles du ou des cessionnaires proposés ainsi que le nombre de parts dont la cession est envisagée et le prix offert.

Dans les huit jours de la réception de cette lettre, la gérance en transmet la teneur, par pli recommandé, à chacun des associés, en leur demandant une réponse affirmative ou négative par écrit dans un délai de quinze jours et en signalant que ceux qui s'abstiennent de donner leur avis seront considérés comme donnant leur agrément. Cette réponse devra être envoyée par pli recommandé.

Dans la huitaine de l'expiration du délai de réponse, la gérance notifie au cédant le sort réservé à sa demande.

Les héritiers et légataires qui ne deviendraient pas de plein droit associés aux termes des présents statuts seront tenus de solliciter, selon les mêmes formalités, l'agrément des associés.

Le refus d'agrément d'une cession entre vifs est sans recours; néanmoins, l'associé voulant céder tout ou partie de ses parts pourra exiger des opposants qu'elles lui soient rachetées à leur valeur fixée par un expert choisi de commun accord ou, à défaut, par le président du tribunal de l'Entreprise du siège social, statuant comme en référé. Il en sera de même en cas de refus d'agrément d'un héritier ou d'un légataire. Dans l'un et l'autre cas, le paiement devra intervenir dans les six mois du refus.

Article 9 - Registre des parts

Les parts, nominatives, sont inscrites dans un registre tenu au siège social dont tout associé ou tout tiers intéressé pourra prendre connaissance.

Y seront relatés, conformément à la loi, les transferts ou transmissions de parts.

Article 10 - Gérance

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, statutaires ou non, associés ou non, nommés avec ou sans limitation de durée.

Si le gérant est une personne morale, celle-ci doit désigner parmi ses associés, gérants, administrateurs ou travailleurs un représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour le compte de la personne morale. Ce représentant est soumis aux mêmes conditions et encourt les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'il exerçait cette mission en nom et pour compte propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente. Celle-ci ne peut révoquer son représentant qu'en désignant simultanément son successeur.

Article 11- Pouvoirs du gérant

Conformément au Code des sociétés et sauf organisation par l'assemblée d'un collège de gestion, chaque gérant représente la société à l'égard des tiers et en justice et peut poser tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social, sauf ceux que la loi réserve à l'assemblée générale.

Un gérant peut déléguer des pouvoirs spéciaux à tout mandataire, associé ou non.

Article 12 - Rémunération

Sauf décision contraire de l'assemblée générale, le mandat de gérant est gratuit. Si le mandat de gérant est rémunéré, l'assemblée générale statuant à la majorité simple des voix détermine le montant de cette rémunération fixe ou proportionnelle. Cette rémunération sera portée aux frais généraux, indépendamment de tous frais éventuels de représentation, voyages et déplacements.

Article 13 - Contrôle

Tant que la société répond aux critères énoncés à l'article 15 du Code des sociétés, il n'est pas nommé de commissaire, sauf décision contraire de l'assemblée générale.

Dans ce cas, chaque associé possède individuellement les pouvoirs d'investigation et de contrôle du commissaire. Il peut se faire représenter ou se faire assister par un expert-comptable. La rémunération de celui-ci incombe à la société s'il a été désigné avec son accord ou si cette rémunération a été mise à sa charge par décision judiciaire.

Article 14 - Assemblées générales

L'assemblée générale annuelle se réunit chaque année le deuxième vendredi du mois de mai à dix-sept heures.

Si ce jour est férié, l'assemblée est remise au plus prochain jour ouvrable.

Des assemblées générales extraordinaires doivent être convoquées par la gérance chaque fois que l'intérêt social l'exige ou sur la requête d'associés représentant le cinquième du capital.

Les assemblées se réunissent au siège social ou à l'endroit indiqué dans la convocation, à l'initiative de la gérance ou des commissaires. Les convocations sont faites conformément à la loi. Toute

personne peut renoncer à cette convocation et, en tout cas, sera considérée comme ayant été régulièrement convoquée si elle est présente ou représentée à l'assemblée.

Les associés peuvent, à l'unanimité, prendre par écrit toutes les décisions qui relèvent du pouvoir de l'assemblée générale, à l'exception de celles qui doivent être passées par un acte authentique.

Article 15 - Représentation

Tout associé peut se faire représenter à l'assemblée générale par un autre associé porteur d'une procuration spéciale.

Toutefois, les personnes morales peuvent être représentées par un mandataire non associé.

Article 16 - Prorogation

Toute assemblée générale, ordinaire ou extraordinaire, peut être, séance tenante, prorogée à trois semaines au plus par la gérance. La prorogation annule toutes les décisions prises.

La seconde assemblée délibère sur le même ordre du jour et statue définitivement.

Article 17 - Présidence - Délibérations - Procès-verbaux

L'assemblée générale est présidée par un gérant ou, à défaut, par l'associé présent qui détient le plus de parts.

Sauf dans les cas prévus par la loi, l'assemblée statue quelle que soit la portion du capital représentée et à la majorité des voix.

Chaque part donne droit à une voix.

Les procès-verbaux des assemblées générales sont consignés dans un registre. Ils sont signés par les associés qui le demandent. Les copies ou extraits sont signés par un gérant.

Article 18 - Exercice social

L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Article 19 - Affectation du bénéfice

Sur le bénéfice net, tel qu'il découle des comptes annuels arrêtés par la gérance, il est prélevé annuellement au moins cinq (5 %) pour cent pour être affectés au fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve légale atteint le dixième du capital.

Le solde reçoit l'affectation que lui donne l'assemblée générale statuant sur proposition de la gérance, dans le respect des dispositions légales.

Article 20 - Dissolution - Liquidation

En cas de dissolution de la société, la liquidation est effectuée par le ou les gérants en exercice, à moins que l'assemblée générale ne désigne un ou plusieurs liquidateurs dont elle déterminera les pouvoirs et les émoluments.

Après le paiement de toutes les dettes, charges et frais de liquidation ou consignation des sommes nécessaires à cet effet, l'actif est réparti également entre toutes les parts.

Toutefois, si toutes les parts sociales ne sont pas libérées dans une égale proportion, les liquidateurs rétablissent préalablement l'équilibre soit par des appels de fonds, soit par des remboursements partiels.

Article 21- Election de domicile

Pour l'exécution des statuts, tout associé, gérant ou liquidateur, domicilié à l'étranger, fait élection de domicile au siège social.

Article 22 - Droit commun

Pour les objets non expressément réglés par les statuts, il est référé à la loi.

C. - DISPOSITIONS TEMPORAIRES

Les fondateurs prennent les décisions suivantes qui ne deviendront effectives qu'à dater du dépôt de l'extrait de l'acte constitutif au greffe du Tribunal de l'Entreprise de Bruxelles, lorsque la société acquerra la personnalité morale.

1 ° - Le premier exercice social commencera lors du dépôt des statuts au greffe du Tribunal de l'Entreprise et se clôturera en décembre deux mil dix-neuf.

2° - La première assemblée générale annuelle se tiendra en mai deux mil vingt.

3° - Est désigné en qualité de gérant non statutaire, Monsieur DAWANCE Morgann, prénommé, qui accepte.

Il est nommé jusqu'à révocation et peut engager valablement la société sans limitation de sommes. Son mandat est exercé à titre gratuit.

Le gérant reprendra, le cas échéant, dans le délai légal, les engagements souscrits au nom de la société en formation depuis le premier janvier deux mil dix-neuf.

4 ° Les comparants ne désignent pas de commissaire.

5 ° Engagements pris au nom de la société en formation.

I. Reprise des actes antérieurs à la signature des statuts.

Le gérant reprendra les engagements, ainsi que les obligations qui en résultent, et toutes les activités entreprises depuis le premier janvier deux mil dix-neuf par Monsieur DAWANCE Morgann prénommé, au nom de la société en formation.

Cependant, cette reprise n'aura d'effet qu'au moment où la société aura acquis la personnalité morale.

II. Reprise des actes postérieurs à la signature des statuts.

A/ Mandat

Est constitué pour mandataire spécial, Monsieur DAWANCE Morgann, prénommé, avec pouvoir de, conformément à l'article 60 du Code des sociétés, prendre les actes et engagements nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social pour le compte de la société en formation, ici constituée.

Cependant, ce mandat n'aura d'effet que si le mandataire lors de la souscription desdits engagements agit également en son nom personnel.

B/ Reprise

Les opérations accomplies en vertu de ce mandat et prises pour compte de la société en formation et les engagements qui en résultent seront réputés avoir été souscrits dès l'origine par la société ici constituée.

Cette reprise n'aura d'effet qu'à dater du dépôt de l'extrait des statuts au greffe du tribunal compétent.

Dépôt en même temps : expédition de l'acte.

POUR EXTRAIT ANALYTIQUE CONFORME

Signature : Jean TYTGAT, notaire